



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2024

Document d'action « Vers l'électrification de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	« Vers l'électrification de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh » Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62443 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)/de la décision d'association outre-mer/du règlement instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire
2. Initiative « Équipe Europe »	Oui Initiative Équipe Europe (IEE) pour le Tchad : « Vive les villes secondaires vertes ! ». L'action représente une contribution de l'UE à l'opérationnalisation d'une partie de cette IEE, dont l'objectif global est de contribuer au développement productif, inclusif, durable et résilient au climat, autour des villes secondaires clés du pays. L'action contribue entièrement à l'atteinte de l'objectif spécifique n°1 de l'IEE de renforcement de l'accès aux services de base, et notamment l'énergie, dans des zones ciblées par l'IEE, dans le cadre du paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europe en faveur du corridor Libreville-Kribi-Douala-N'Djamena (corridor stratégique n° 5 des <i>Recommended Strategic Corridors</i> identifiés par la Commission).
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée au Tchad, en priorité dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027, Tchad
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	<u>Domaine Prioritaire 3 : Pacte Vert</u> L'OS 3.3: « Appuyer la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) d'émissions liées au changement climatique, en particulier en matière d'énergie durable et renouvelable » R3.3a) Existence et mise en œuvre d'un cadre réglementaire favorable aux investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables débouchant sur une hausse des investissements dans ce domaine.

	R3.3b) Acteurs et institutions clés renforcées, dans les domaines de l'énergie durable et de l'efficacité énergétique.			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire 3 Pacte Vert Code CAD 232 Production d'électricité, sources renouvelables			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: #7 « Énergie propre et d'un coût abordable » Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: #1 « Pas de pauvreté », #2 « Faim « zéro » », #4 « Éducation de qualité », #5 « Égalité entre les sexes », #8 « Travail décent et croissance économique », #9 « Industrie, innovation et infrastructure », #10 « Réduction des inégalités », #11 « Villes et communautés durables » et # 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».			
8. a) Code(s) CAD	23231 Energie solaire pour réseaux isolés et systèmes autonomes 100%			
8. b) Principal canal d'acheminement	31000 – PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET RÉSEAUX (PPP)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé : 25 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 25 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe : -par marchés publics Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2			

1.2 Résumé de l'action

L'économie du Tchad est largement dépendante de la production du pétrole, qui a débuté en 2003 et a permis au pays de connaître une période de croissance rapide jusqu'en 2014. En dépit de sa situation d'extrême pauvreté, le Tchad compte en outre des zones d'accueil des populations réfugiées ou « retournées », occupant le quatrième rang mondial en matière d'accueil des réfugiés par rapport à sa population.

L'économie rurale du Tchad est peu diversifiée, peu productive, impactée par le rythme accéléré des aléas climatiques (sécheresse et inondations). Le secteur primaire hors pétrole concerne principalement l'élevage, deuxième poste d'exportation du pays, mais également la culture de céréales, du coton, du sésame et la collecte de

gomme arabique, et rassemble les chaînes de valeurs à fort potentiel de développement au Tchad. Le secteur primaire emploie entre 70% et 80% de la population active dont la moitié est composée de femmes.

Le taux d'accès à l'électricité au Tchad est l'un des plus bas au monde à 6,4% contre une moyenne de 48% en Afrique subsaharienne. La biomasse est la principale source d'énergie pour la majorité de la population rurale du pays. Le pays présente un potentiel majeur en énergies renouvelables. La Société Nationale d'Électricité (SNE) produit de l'électricité par le biais de centrales thermiques dans la capitale N'Djamena et dans 12 villes. Plusieurs exploitations régionales alimentent des villes qui ne sont pas connectées au réseau de N'Djamena. Ces exploitations sont alimentées par des groupes thermiques Diesel peu économiques et ayant des problèmes techniques. Dans le pays, il n'existe pas encore de réseau de transport de l'électricité. L'interconnexion Tchad Cameroun est en cours de préparation. Elle reliera Maroua au Cameroun à N'Djamena en passant par Bongor et Guelendeng avec une ligne de 225 KV. Le réseau de transmission et de distribution est évidemment à développer quel que soit le mode de production.

Les capacités des institutions afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme ne sont pas suffisantes. L'attractivité du pays pour le secteur privé est très faible. Les capacités techniques des acteurs du secteur privé dans l'énergie ne sont pas suffisamment développées ; par conséquent, les capacités de production et d'innovation et la fourniture des services de base sont fortement contraintes par un manque d'énergie abordable (*energy poverty*).

L'objectif général de cette action est d'améliorer à court et moyen terme, l'accès à l'énergie renouvelable (ER) dans des villes secondaires situées dans le corridor NBMS, afin de dynamiser les opportunités socio-économiques, en ligne avec le paquet d'investissement *Global Gateway* Afrique-Europe et dans le Pacte Vert ; l'accès à l'énergie permettra la relance des activités productives, comme levier de création d'un pôle agroalimentaire, pour la dynamisation de l'activité entrepreneuriale et des activités socio-économiques. Cette vaste portion du territoire se retrouve également le long de la partie tchadienne du corridor N'Djamena-Douala. Il s'agit d'une initiative *flagship* dans le cadre de la stratégie « *Global Gateway* », constituée d'un ensemble d'actions de la programmation présente et future de l'UE au Tchad.

L'action s'inscrit également dans le Pacte Vert, afin d'appuyer la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) d'émissions liées au changement climatique, en particulier en matière d'énergie durable et renouvelable ainsi comme dans l'IEE « Vive les villes secondaires vertes ! » du Tchad. Le Tchad fait partie de l'initiative de la Grande Muraille Verte, dans laquelle cette action s'inscrit en contribuant à l'énergie durable et au développement du pôle agroalimentaire.

L'action s'inscrit également dans le Programme d'Action Genre III (GAP III)¹ et plus particulièrement dans les 2 domaines thématiques de « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

L'UE assurera la complémentarité de l'Action avec d'autres programmes adoptés par la Commission dans le cadre de l'instrument IVCDI - Europe dans le monde et du PIP 2021-2027 en faveur du Tchad.

L'action contribue notamment à l'ODD #7 « Énergie propre et d'un coût abordable », mais aussi aux #1 « Pas de pauvreté », #2 « Faim « zéro » », # 13 « lutte contre les changements climatiques », #5 « égalité entre sexes », #4 « Éducation de qualité », #5 « Égalité entre les sexes », #8 « Travail décent et croissance économique », #9 « Industrie, innovation et infrastructure », #11 « Villes et communautés durables » et # 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».

L'UE assurera la complémentarité de l'Action avec d'autres programmes adoptés par la Commission dans le cadre de l'instrument IVCDI - Europe dans le monde et du PIP 2021-2027 en faveur du Tchad.

¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

1.3 Zone Bénéficiaire de l'action

L'action sera menée au Tchad, qui est incluse dans la « *Liste des bénéficiaires d'APD* » établie par le CAD.

L'action interviendra au Tchad, le long du corridor stratégique N'Djamena-Douala, qui est un 'flagship structurant' Global Gateway (GG) pour la programmation présente et future de l'UE. Elle s'inscrit également dans la TEI « Villes secondaires ».

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Contexte général

Le Tchad, pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km², a une population estimée à 17 millions d'habitants (2022, INSEED), dont 50,6% a moins de 15 ans (âge moyen 19,7 ans). La taille moyenne des ménages est de 5,3 et le taux d'urbanisation demeure faible à 21,9% démontrant cependant un rythme d'urbanisation très élevé, d'environ 4%.

Le Tchad est le deuxième pays le moins avancé du monde en termes d'index de développement humain (2022). Le taux d'alphabétisation de la population de plus de 15 ans est de 22% (celui des femmes est de 14%). Sur le plan de l'égalité femmes-hommes, le Tchad a un Indice d'Inégalité de Genre (IIG) de 0,71, qui le place à la 170^e place sur 172.

Pour les personnes handicapées, qui représenteraient 14% de la population selon l'Union nationale des associations des personnes handicapées au Tchad (UNAPHT), l'accès à l'emploi et aux services de base est un défi, notamment pour les enfants, les jeunes et les femmes, ce qui ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle dans la société. Aux difficultés inhérentes à leur handicap, s'ajoute un déficit de prise en compte et de compréhension de leurs besoins et donc une inadéquation des services publics et privés². Les enfants en situation de handicap sont souvent ceux qui abandonnent les études après l'école primaire, et ne poursuivent pas les études secondaires ou supérieures³.

L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole. En ce qui concerne la conjoncture économique, la reprise de l'activité après deux années de récession en 2020 et 2021, est restée modeste, avec +2,5% de croissance en 2022.

Le Tchad est un pays fragile, enclavé, et exposé aux conflits et enjeux géopolitiques dans un contexte régional sahélo-saharien fortement déstabilisé par la guerre civile à ses frontières avec un risque de contagion (Libye, Soudan, RCA), par l'extrémisme violent (Sahel/région du Lac Tchad), et par des coups d'Etat (Niger, Burkina Faso, Mali). Cette vulnérabilité est souvent rapprochée, plus particulièrement, à des difficultés de gouvernance aussi bien centrale que locale.

En dépit de sa situation d'extrême pauvreté, le Tchad compte en outre des zones d'accueil des populations réfugiées ou « retournées », occupant le quatrième rang mondial - après le Liban, la Syrie et la Jordanie - en matière d'accueil des réfugiés (par rapport à sa population). Compte tenu de la persistance des affrontements au Soudan et de l'arrivée constante de nouveaux réfugiés et de retournés, le gouvernement tchadien estime que le nombre de personnes réfugiées et retournées pourrait atteindre les 910 000 au Tchad d'ici la fin de 2024.

Contexte spécifique du secteur de l'électricité

Malgré d'importantes ressources en combustibles fossiles et un excellent ensoleillement, le taux d'accès à l'électricité du Tchad est l'un des plus bas au monde à 6,4% contre une moyenne de 48% en Afrique subsaharienne. La biomasse est la principale source d'énergie pour la majorité de la population rurale du pays. Le bilan énergétique

² <http://dataspace.afd.fr/opendata/CTD1207>

³ <https://td.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/14/2021/04/CHAD-HRR-2022-FRE-FINAL.pdf>

2020 de la Commission africaine de l'énergie (AFREC) montre que la consommation finale totale (CFT) est dominée par le bois et le charbon de bois (83%), suivis par les produits pétroliers et l'électricité, respectivement 16% et 1%.

Le pays présente un potentiel majeur en énergies renouvelables. Il s'agit principalement du solaire sur tout le pays (irradiation journalière sur une surface horizontale variant de 4,5 kWh/m² à 6,5 kWh/m²) mais aussi de l'éolien (surtout dans la zone saharienne).

La Société nationale d'Électricité (SNE) produit de l'électricité par le biais de centrales thermiques *Light Fuel Oil* (LFO: Gasoil) dans la capitale N'Djamena et dans 12 villes : en 2021, à N'Djamena la puissance installée était de 100,1 MW, lorsque la puissance disponible était de 63,5 ; dans douze villes secondaires (Moundou, Abeché, Sarh, Doba, Koumra, Bongor, Massaguet, Massakory, Bol, Faya, Biltine et Mao), la puissance globale installée de 41,2 MW, lorsque la puissance disponible était de 11,3 MW.

Plusieurs exploitations régionales alimentent des villes qui ne sont pas connectées au réseau de N'Djaména (y compris les villes secondaires listées ci-dessus). Ces exploitations sont alimentées par des groupes thermiques Diesel, ce qui pose des problèmes techniques (acheminement du carburant) et économiques (non rentabilité du système) à la SNE. Compte tenu du coût estimé à 250 XAF/kWh, il semble pertinent d'étudier l'ajout de la production solaire et de stockage d'énergie par batteries sur ces réseaux isolés.

Dans le pays, il n'existe pas de réseau de transport de l'électricité. L'interconnexion Tchad - Cameroun est en cours de préparation. Elle reliera Maroua au Cameroun à N'Djamena en passant par Bongor et Guelendeng avec une ligne de 225 KV.

Le réseau de transmission et de distribution est évidemment à développer.

En 2019, le Tchad a promulgué la loi n°036/PR/2019 relative au secteur de l'énergie électrique, qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment les dispositions relatives à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique. Cette loi modifie fondamentalement le cadre normatif et institutionnel régissant le secteur en allant de la mise en place de régimes de licences au renforcement du rôle de l'autorité de régulation en passant par la protection de consommateurs. Elle consacre notamment la libéralisation de la production et de la distribution de l'électricité jusqu'alors sous le monopole de l'État. La loi s'inscrit également dans une optique de renforcement de l'accès à l'électricité au regard de l'objectif gouvernemental d'atteindre 50 % à l'horizon 2030 et de promouvoir les énergies renouvelables en assurant la viabilité des entreprises du secteur. En juillet 2020, un Plan d'Urgence d'Accès à l'Électricité (PUAE) a été mis en place par le Gouvernement avec pour objectif d'atteindre un taux d'accès de 53% d'ici 2030. Dans ce contexte, un élément essentiel du Plan d'urgence est l'électrification du sud du Tchad, notamment le long de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS).

En réponse à la demande du Gouvernement d'électrifier le pays, divers Partenaires techniques et financiers (PTF) et Institutions financières de développement (IFD) telles que la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD) ou la Banque néerlandaise de développement entrepreneurial (FMO) ont lancé des initiatives telles que le *Chad energy access scale up project* : Projet d'accroissement d'accès à l'énergie au Tchad (PAAET, financé par la BM) Programme régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP / BM) ; Projet d'appui au secteur de l'Energie électrique au Tchad (PASET / BAD) à Bongor, Bol et Biltine ; Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT / UE, BM, BAD et BID) ; l'électrification de 5 villes secondaires à travers la société ZIZ (financé par FMO) ; centrale solaire à Djermaya, sur financement BAD, UE, PROPARCO et autres.

La coordination avec l'ensemble des acteurs du secteur est cruciale – et à renforcer – pour faciliter le partage d'informations entre les parties prenantes.

Contexte spécifique du secteur agroalimentaire :

Le secteur primaire hors pétrole concerne principalement l'élevage, deuxième poste d'exportation du pays, mais également la culture de céréales, du coton, du sésame et la collecte de gomme arabique, et rassemble les chaînes de valeurs à fort potentiel de développement au Tchad. Le secteur primaire emploie entre 70% et 80% de la population active dont la moitié est composée de femmes.

L'économie rurale du Tchad est peu diversifiée, peu productive et impactée par le rythme accéléré des aléas climatiques (sécheresse et inondations). Le secteur est traditionnellement sous-financé, et le budget de l'État alloué en 2023 au ministère en charge de l'agriculture représente 2.19% des dépenses totales, en baisse de 49% comparé au budget de l'année 2022. L'accès à l'électricité permettra l'extension, l'intensification, l'innovation, la

modernisation et la technification des activités économiques et l'augmentation de la production et de la productivité.

La jeunesse constitue à la fois un potentiel pour l'économie nationale, mais aussi une contrainte en termes d'éducation, de formation et d'accès à l'emploi des jeunes. Le ratio 'emploi-population' au Tchad est de 57% (et 40% pour les jeunes), or 92% des 'emplois' sont précaires, car majoritairement pourvus par l'économie informelle du secteur agricole. L'industrie manufacturière – y compris l'agroalimentaire – occupe encore une place marginale dans l'économie et repose principalement sur la bière, le sucre et le coton. Le marché du travail, très dépendant du secteur informel, peine à satisfaire la pression croissante des jeunes en quête de perspectives professionnelles.

Contexte stratégique

L'action interviendra dans le corridor du *Global Gateway*, qui est un *flagship* de notre coopération au Tchad et qui est stratégique pour la programmation présente et future de l'UE et contribue à l'IEE du Tchad. L'Action, complémentaire de l'action « Programme d'Entreprenariat Agroalimentaire (PEA) », envisage l'électrification comme un levier favorisant la résilience des populations et l'entrepreneuriat, notamment au profit des jeunes et des femmes. L'amélioration de l'accès permettra au secteur privé d'impulser la production agroalimentaire et de créer de la valeur ajoutée (forages et adduction d'eau pour irrigation, élevage et d'autres utilisations, mécanisation des productions et d'autres activités économiques, éclairage des unités de production et commerce, conservation des produits périssables, communications, eau potable et d'autres services basiques y compris une meilleure connectivité), favorisant ainsi la création d'un pôle. Cela s'implante pleinement dans l'initiative de la Grande Muraille Verte.

Enfin, à travers cette action, l'UE entend se positionner en tant qu'acteur et interlocuteur de première importance au niveau national dans le secteur des énergies renouvelables (appui technique, investissements, standards).

2.2 Analyse des problèmes

Le risque pays Tchad est élevé en raison des risques politiques, fonciers, sécuritaires et climatiques et du risque financier de la SNE.

Les capacités des institutions d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme ne sont pas suffisantes. Le manque d'études de faisabilité est un frein aux investissements dans les infrastructures électriques. De plus, les instruments dont disposent les institutions au niveau réglementaire, de financement, de régulation ou de planification pour l'électrification verte du corridor NBMS ne sont pas suffisantes. Il manque notamment des mécanismes de financement et des instruments de tarification de l'électricité qui prennent en compte la vulnérabilité de la population. De plus, l'application du modèle de la concession privée hors du périmètre d'intervention de la SNE (appuyée dans son mandat par la BM) est récente et nécessite d'être affinée et développée.

Compte tenu de leur manque d'expérience, les capacités des autorités Tchadiennes (nationales, régionales et locales) dans la mise en place et la supervision des concessions privées de gestion des réseaux autonomes électriques sont encore très limitées. Par ailleurs, ils ne disposent pas encore d'un plan directeur pour l'électrification verte des différentes régions et communes.

Les capacités techniques du secteur privé dans le domaine de l'énergie ne sont pas suffisamment développées.

D'un côté, les entrepreneuses et entrepreneurs manquent de compétences techniques en matière de conception, planification, exploitation et maintenance des réseaux et installations électriques mais aussi dans le développement de leurs business plans et modèles commerciaux dans le domaine de l'électricité verte (p.ex. parcs photovoltaïques [PV] mini-réseaux, distribution d'énergie, etc.). De plus, les entreprises du secteur privé de l'énergie ne disposent pas encore d'une organisation professionnelle formelle ou informelle qui leur permettrait d'échanger entre elles ou de renforcer le dialogue avec le secteur public. Par ailleurs, le pays manque de main d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'électricité verte.

Dans les villes secondaires du corridor NBMS et leurs bassins ruraux de production agroalimentaire, l'offre d'électricité n'est pas suffisamment développée. Les infrastructures électriques existantes sont vétustes et obsolètes et ne permettent pas d'offrir un service de qualité répondant aux normes de qualité requis. Le pays manque cruellement d'infrastructures telles que des parcs photovoltaïques, mini-réseaux, etc et de modèles de gestion efficace et économique des infrastructures.

L'utilisation productive et sociale de l'électricité n'est pas suffisamment développée. La capacité de paiement des foyers est très faible et ils ne disposent pas de capital suffisant pour investir dans des installations d'énergies renouvelables. Les exploitations du secteur productif ne sont pas encore connectées au réseau électrique. En particulier, le secteur agroalimentaire ne dispose pas d'infrastructure d'électricité verte, p.ex. pour les systèmes d'irrigation, halles du marché, unités de stockage y compris dépôts réfrigérés, usines de production, etc.). En conséquence, le potentiel de culture irriguée en saison sèche est peu exploité et le secteur subit des pertes importantes de produits agricoles en raison du manque d'infrastructures de transformation et de conservation des produits agricoles. Les installations sociales et communautaires (p.ex. écoles, centres de formation) n'ont pas accès à l'électricité verte. En outre, l'administration, les entreprises et la population ne sont pas encore suffisamment sensibilisés au potentiel de l'électricité verte.

Le manque d'accès à l'électricité est donc l'un des défis majeurs auquel est confronté la population Tchadienne depuis plusieurs années. Pourtant, le pays dispose de potentialités énergétiques avérées, notamment le solaire, dont l'exploitation judicieuse contribuerait au développement du secteur.

Analyse sexo-spécifique et sensibilité au genre

Le Tchad demeure un pays avec de sociétés fortement patriarcales où les femmes se trouvent dans une position d'infériorité à tous les échelons de la société (famille, communauté, école, secteur professionnel). Selon une étude de la Plateforme d'échanges et de promotion de l'agriculture familiale au Tchad (PEPAF-Tchad), les facteurs à la base de la discrimination des femmes sont la coutume et l'analphabétisme.

Les femmes qui atteignent l'âge adulte ont, en moyenne, un taux d'alphabétisation bas, associé à un niveau d'éducation, des salaires et une productivité agricole inférieurs à ceux des hommes. Les femmes rurales tchadiennes travaillent plus que les hommes, mais leur travail n'est pas reconnu. La femme rurale tire majoritairement ses revenus de l'agriculture (45%), puis du commerce (39%). Seules 11% d'entre elles ont recours aux coopératives ou caisses d'épargne, ce qui limite considérablement les possibilités d'expansion. Près d'une femme sur deux n'a pas d'instruction. Les parcelles gérées par des femmes sont 62% moins productives que celles gérées par des hommes. Les femmes sont 9% moins susceptibles d'occuper un emploi formel que les hommes. Bien qu'elles représentent 57% des entreprises, les entreprises détenues par des femmes font 77% moins de bénéfices que celles qui sont détenues par des hommes. Finalement, les femmes au Tchad ont un accès très limité à la propriété foncière et au crédit, et occupent rarement de postes à responsabilité.

L'accès des femmes - collectif spécifiquement ciblé par le projet - aux activités économiques basées sur l'électrification, impulsera ses opportunités d'autonomisation.

Insécurité et conflits

Parmi les facteurs de fragilité plus importants qui affectent la trajectoire de développement, le Tchad connaît un héritage de conflits qui se manifestent sous diverses formes. La croissance démographique et le changement climatique augmentent la pression sur l'usage des ressources naturelles, ce qui à terme exacerbe les conflits existants. Un système d'administration territorial militarisé et plusieurs systèmes fonciers coexistant dans le pays, créent des conflits et une insécurité d'occupation.

L'action devra tenir en compte de la multiplicité des problèmes sécuritaires, notamment en ce qui concerne l'installation de l'infrastructure électrique, et développer une approche de mitigation d'occurrence de risques de conflit au sein des communautés ciblées.

Environnement et changement climatique

Le Tchad est le deuxième pays au monde le plus vulnérable aux aléas climatiques. Les inondations et sécheresses sont des risques naturels récurrents qui pourraient s'aggraver avec le changement climatique. Les sécheresses répétées ont eu des impacts substantiels sur la production agricole entraînant le déclin des zones agro-pastorales et le déplacement des zones de pâturage du bétail vers le sud, ce qui a contribué à l'augmentation de conflits communautaires. En général, le changement climatique anticipé ajoute une dimension critique supplémentaire, qui doit être prise en compte dans la conception de l'action, afin de renforcer la résilience des agriculteurs et la capacité du système alimentaire national.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

L'Action inclut plusieurs partenaires institutionnels ainsi que les services déconcentrés de l'État. Plusieurs ministères interviennent dans le secteur de l'énergie : Le Ministère de l'eau et de l'énergie (MEE) a la responsabilité du secteur de l'énergie et coordonne la politique énergétique du pays ; dans cette action le MEE doit jouer un rôle de leadership de l'ensemble des acteurs institutionnels. Le Ministère des Finances, du Budget, de l'Economie et du Plan définit la fiscalité sur les produits énergétiques. Le Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable est chargée du contrôle de l'exploitation des ressources forestières.

La Société nationale d'électricité (SNE), principale gestionnaire du réseau électrique, dispose d'une faible capacité de production et doit faire appel à des producteurs indépendants pour renforcer cette capacité. Sa clientèle est soumise à des délestages fréquents dus à l'indisponibilité des moyens de production faute de maintenance adéquate, et à des contraintes techniques et de vétusté du réseau de distribution. Cette situation ne favorise pas l'accès à l'électricité et ne permet pas à la SNE d'élargir son assiette de consommateurs. Ces contraintes impactent négativement sa rentabilité. La SNE affiche par ailleurs des mauvaises performances commerciales notamment s'agissant de la facturation (62% en 2021) et des pertes non techniques (28% en 2021). Le manque d'investissements conséquents dans le secteur et la situation exsangue de la SNE due à des performances techniques, financières et commerciales faibles font de l'électricité au Tchad l'une des plus chères de la sous-région.

L'Autorité de régulation du secteur de l'énergie électrique (ARSE), qui contrôle la fixation et les tarifs de l'électricité, est chargée de la régulation des activités de production, de transport, de conduite du système, d'importation, d'exportation et de vente d'énergie électrique. Sa mission inclut, entre autres, "de maximiser l'accès aux services d'électricité, en favorisant et en facilitant les raccordements des consommateurs aux réseaux de distribution dans les zones rurales et urbaines".

L'Agence de développement de l'électrification rurale et la maîtrise de l'énergie (ADERM) est placée sous-tutelle du Ministère de l'eau et de l'énergie avec la mission de développer l'électrification rurale et de promouvoir l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables, y inclus l'énergie solaire, éolienne, géothermique, hydraulique ainsi que la biomasse.

Les Ministères en charge de l'économie, du plan et de la coopération internationale sont en charge de conclure et gérer les partenariats internationaux du Gouvernement du Tchad et dans cette action doit garantir la coordination de l'ensemble de l'action institutionnelle.

Le Ministère en charge de l'Action Sociale de la solidarité nationale et des affaires humanitaires dont l'objectif de travail vise surtout les groupes vulnérables (y compris les personnes en situation de handicap, les réfugiés, etc.).

Le Ministère de la femme et de la petite enfance (MFPE), qui a la mission de coordonner les interventions en matière d'égalité et d'équité de genre et de l'autonomisation de la femme, à travers la Direction générale de la femme et de l'équité de genre (DGFE).

Les collectivités locales aux niveaux provincial, départemental et communal interviennent dans l'élaboration des schémas directeurs d'électricité et dans la réglementation des réseaux d'électricité. La responsabilité de réaliser les réseaux d'électricité incombe aux communes. Les collectivités ne disposent pas des ressources financières et humains nécessaires pour remplir leur mission en matière d'électrification; cependant, elles doivent avoir leur mot à dire grâce à des consultations publiques appropriées et la participation de la société civile. Dans le cadre du PAA 2024, l'action "Vivre mieux ensemble - Promotion de la cohabitation pacifique au Tchad" soutiens les OSCs à jouer ce rôle. Cela est nécessaire afin d'atteindre:

- Un meilleur impact - durabilité accrue à long terme
- Une meilleure perception de l'UE en tant que partenaire fiable et de confiance
- D'atténuer des risques (opérationnels, de réputation, financiers, stratégiques et politiques, de sécurité, de stabilité, juridiques et réglementaires)
- De renforcer la crédibilité et de la légitimité : en promouvant un processus ouvert, l'UE démontre son engagement institutionnel à respecter les normes éthiques, la responsabilité des citoyens dans les pays partenaires et les pratiques d'investissement responsables.

Les opérateurs du secteur privé de l'énergie jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'Action. Il existe actuellement plusieurs opérateurs dans le domaine des systèmes solaires autonomes ; le nombre d'acteurs ayant une expérience dans le domaine des mini-réseaux est très réduit. Sous forme d'une concession de l'Etat (cf. § 2.1),

le secteur privé sera en charge de la réalisation, exploitation, maintenance et gestion commerciale et financière des infrastructures électriques. Cependant, il manque souvent de main d'œuvre qualifiée. Le partenariat technique et/ou financier avec des acteurs étrangers est le moyen généralisé pour franchir ces contraintes.

Les Centres de formation technique et professionnelle (CFTP) sont des acteurs clé dans la qualification de main d'œuvre pour les entreprises du secteur privé de l'énergie. Les CFTP ne disposent pas encore de modules de formation dans le secteur des ER.

Les organisations de société civile (nationales et locales), surtout celles travaillant sur les droits des femmes, des jeunes, et des personnes en situation de handicap.

Les principaux Partenaires techniques et financiers (PTF) sectoriels en termes de volume de l'aide fournie, sont la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'UE et ses États Membres.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'améliorer à court et moyen terme, l'accès à l'énergie renouvelable (ER) dans des villes secondaires situées dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS), afin de dynamiser les opportunités socio-économiques, en ligne avec le paquet d'investissement *Global Gateway* Afrique-Europe, l'initiative de la Grande Muraille Verte et dans le Pacte Vert.

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont :

- **OS1.** Électrifier avec de l'électricité d'origine renouvelable deux ou trois villes secondaires afin de favoriser les opportunités socio-économiques ciblant notamment les jeunes, les femmes et les collectifs les plus vulnérables, dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS)
- **OS2.** Favoriser les investissements par le financement d'études de faisabilité pertinentes et renforcer les capacités des institutions compétentes et des parties prenantes, notamment au niveau des communes et des régions concernées, afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme.

Les **produits** à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

Contribuant à l'Objectif Spécifique 1 :

- **1.1 :** Au moins deux villes secondaires sont électrifiées de manière durable et inclusive à travers des concessions de l'Etat aux entreprises privées pour le développement de réseaux électriques autonomes.

Contribuant à l'Objectif Spécifique 2 :

- **2.1 :** Le Gouvernement Tchadien dispose d'un plan d'action et des études de faisabilité nécessaires pour le financement d'actions structurantes d'électrification durable et inclusive.
- **2.2 :** Les acteurs publics et privés du secteur, et notamment les femmes et jeunes entrepreneurs dans les communes et régions concernées, ont développé leurs capacités à identifier, planifier, financer l'investissement, réaliser et à gérer des actions structurantes d'électrification durable.

Les entités chargées de l'exécution lanceront des études pour préciser les indicateurs pertinents dans le cadre de l'Action, établir les lignes de base, les cibles des indicateurs et la proposition d'activités spécifiques aux des filières identifiées, des zones, et de la formation professionnelle.

3.2 Activités indicatives

Activités liées à l'OS1 :

Produit 1.1 : Au moins deux villes secondaires ont été électrifiées d'une manière durable à travers des concessions de l'Etat au secteur privé pour le développement de réseaux électriques autonomes

A.1.1.1 : Réalisation des études nécessaires pour préciser les indicateurs pertinents dans le cadre de l'Action, établir les lignes de base, les cibles des indicateurs et la proposition d'activités spécifiques aux filières identifiées, des zones, et de la formation professionnelle, évaluer les impacts environnementaux et sociaux, et autres

A.1.1.2 : Identification des acteurs du secteur privé qui pourraient gérer des concessions de l'Etat pour établir des réseaux autonomes d'électricité dans la zone d'intervention de l'action,

A.1.1.3 : Appuyer l'octroi et gestion des concessions de l'état à des acteurs du secteur privé pour établir des réseaux autonomes d'électricité dans la zone d'intervention de l'action,

A.1.1.4 : Appuyer la réalisation des infrastructures d'électrification par les concessionnaires privés des réseaux autonomes d'électricité,

A.1.1.5. Renforcement des capacités de formation professionnelle pour le secteur électrique et réalisations des actions de Formation Professionnelle (FP) et d'appui à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'installation, entretien et réparation des systèmes solaires PV, ciblant de manière préférentielle les femmes, jeunes et collectifs vulnérables locaux.

Activités liées à l'OS2 :

Produit 2.1 : Le Gouvernement Tchadien dispose d'un plan d'action et des études de faisabilité nécessaires pour le financement d'actions structurantes d'électrification durable.

A 2.1.1 : Planification avec le Gouvernement du Tchad des études et assistances techniques permettant l'électrification verte des villes secondaires et leurs bassins ruraux, élaborés en coopération avec les parties prenantes au niveau national et communal, y incluses les organisations communautaires ;

A 2.1.2 : Réalisation d'études pour les investissements dans l'infrastructure électrique : plans directeurs, études de faisabilité, évaluation de l'impact social, en mettant un accent particulier sur l'impact des plus vulnérables, et cætera

Produit 2.2 : Les acteurs publics et privés du secteur notamment dans les communes et régions concernées développent leurs capacités d'identifier, planifier, financer l'investissement, réaliser et gérer des actions structurantes d'électrification durable.

A 2.2.1 : Appui aux autorités nationales, régionales et locales en matière de concession des infrastructures développées à travers un modèle de gestion privé;

A 2.2.2 : Appui en matière de mécanismes de financement (p.ex. certificats de CO2, fonds, subventions, etc.) et de tarification de l'électricité en prenant en compte la capacité à payer des clients potentiels;

A 2.2.3 : Appui pour les entreprises du secteur de l'énergie dans la mise en place d'une structure professionnelle formelle ou informelle (p.ex. des groupes de discussion, tables rondes, etc.) afin de renforcer le dialogue intra entreprises ainsi qu'entre le secteur privé et le secteur public ;

A 2.2.4 : Conseil pour les entreprises, y inclus dirigées par des femmes, dans le développement des modèles commerciaux / business plans dans le domaine de l'électricité verte (p.ex. pour des parcs PV, mini-réseaux, distribution d'énergie, etc.).

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Par suite des échanges préliminaires avec le Gouvernement, il est prévu que la réalisation des plans directeurs ait lieu dans le cadre du produit 2.1; dans tel cas, l'EES devrait être considérée visant cet exercice, afin d'identifier les risques et opportunités liés à l'environnement.

La société civile (représentative des communautés locales) devra être consultée tout au long de la démarche (particulièrement au niveau du cadrage/*scoping* et de la révision/examen de la qualité) pour analyser plusieurs options de solution (ou scénarios) pouvant répondre à l'image du futur que se font les différents acteurs à l'égard de l'électrification pour évaluer la pertinence de chacune des options et d'en comparer les coûts sociaux, environnementaux et économiques

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'action concerne l'électrification des villes secondaires, produit 1.1. L'examen préalable a classé l'action en tant que catégorie A (), l'EIE sera effectué afin d'identifier les risques et opportunités liés à l'environnement de chaque intervention.

L'EIE, portant sur des enjeux plus locaux et impactant les populations riveraines, les OSC représentatives des communautés locales seront impliquées.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable que les applications de l'électrification aux usages productives, tels que l'agriculture, demandent que l'évaluation des risques climatiques (ERC) soit effectuée afin d'identifier les risques et opportunités liés au climat.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette Action porte la mention G1. Cela implique qu'il y aura un fort accent sur la lutte contre les disparités entre les sexes, notamment au niveau du renforcement de l'entrepreneuriat et de la formation professionnelle. La participation des femmes sera promue dans toutes les activités prévues, en mettant l'accent sur l'autonomisation, à travers l'accès à la formation et l'inclusion dans les activités économiques. Le cas échéant, l'Action participera à des activités de lutte contre la violence sexuelle basée sur le genre, et à la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, en agissant directement sur les causes d'exclusion des filles.

Droits humains

L'Action s'appuie sur l'approche basée sur les droits humains qui inclut le respect des principes : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations.

Afin d'atteindre une participation significative et inclusive des communautés, l'action devra établir un mécanisme de consultation et de la participation des communautés par le biais d'OSC qui les représentent dans les différentes étapes de prise de décision liées à l'électrification.

L'Action met en œuvre le principe de non-discrimination des droits humains, par exemple en promouvant l'accès non discriminatoire et inclusif à l'énergie durable dans le cadre de son approche. En outre, l'accès des groupes de population vulnérables et marginalisés à l'énergie durable est renforcé par des approches communautaires de l'approvisionnement en énergie, qui favorisent la cohésion sociale.

L'accès à l'éducation, à l'apprentissage et à un emploi décent sont des droits humains fondamentaux que l'Action vise à appuyer. L'éducation, la formation et le renforcement des capacités favorisent l'accès au marché du travail des jeunes et des femmes, améliorent leur autonomie, réduisent la pauvreté, stimulent une croissance économique durable, préviennent les inégalités et l'injustice, améliorent la santé - en particulier pour les femmes et les enfants - et contribuent à protéger l'environnement.

Dans le cadre du développement des compétences, des modules de formation en droit humain et égalité de genre (mise en œuvre du *Gender Action Plan III* - GAP III au Tchad) liés aux enjeux de l'énergie seront également inclus.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique qu'il y aura un soutien à la mise en œuvre des approches inclusives pour les jeunes en situation de handicap afin d'accroître leur autonomisation, à travers l'accès à la formation et l'inclusion dans les activités économiques. La rétention des jeunes en situation de handicap ayant des besoins spéciaux sera un focus dans le cadre des activités de formation professionnelle.

Réduction des inégalités

En termes de réduction des inégalités, l'unité nationale à laquelle aspire le Tchad à l'horizon 2030 est celle où il n'y aura pas de discriminations et d'inégalités sociales et/ou spatiales entre les communautés et les groupes les plus vulnérables. Cependant, 42% des Tchadiens et Tchadiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces populations pauvres se trouvent essentiellement en milieu rural (89%) et vivent de l'agriculture (65% de leur revenus).

En se concentrant sur l'électrification rurale en général et sur les villes secondaires et leurs bassins ruraux dans le corridor NBMS en particulier, l'Action atteint des groupes de population touchés par la pauvreté et contribue à la réduire. Elle ciblera les ménages vulnérables des communautés des villes secondaires et rurales afin d'augmenter leur accès à l'énergie. En plus, en améliorant l'électrification des entreprises, elle contribuera à renforcer le secteur privé agroalimentaire ce qui permettra, à moyen terme, d'augmenter leurs revenus. Par conséquent, la note du Marqueur Inégalité, sera I-1.

Démocratie

L'Action contribue à améliorer la concertation et la coordination entre les acteurs du secteur de l'énergie aux niveaux national, régional et local, ainsi qu'à élargir la participation des acteurs non étatiques et des groupes d'intérêt concernés aux processus politiques. Il renforce en outre les capacités de planification des institutions étatiques. Il encourage également la participation des acteurs du secteur privé dans le secteur de l'énergie.

Dans ce sens, l'action impulsera dès le premier moment des démarches visant l'amélioration des échanges d'information au sein du secteur privé et avec le secteur public, la coordination entre les acteurs du secteur publique et le plaidoyer auprès du Ministère en charge de l'énergie vers une pre-structuration sectoriel incluant les acteurs privés, publiques et PTFs.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les conflits d'usages des terres en général et agro-pastoraux en particulier sont considérés comme parmi les principaux éléments de conflit et des violences dans les zones rurales du Tchad. L'action ne devra pas aggraver le risque de ce conflit, en intégrant de modalités complémentaires entre les mécanismes locaux de gestion de conflits, et les approches d'application de la loi à travers les institutions.

L'inclusion socio-économique et politique de la jeunesse reste un enjeu majeur pour la stabilité du Tchad. La fracture intergénérationnelle combinée à l'augmentation actuelle des conflits intercommunautaires, sont deux facteurs principaux de crise dans le court terme au Tchad. Ces facteurs sont aussi liés à la fragilité structurelle de l'État pour assurer ses fonctions régaliennes de provision des services sociaux de base, y compris l'accès à l'électricité.

Il y a une forte proportion de personnes vulnérables sur le plan socioéconomique dans les zones touchées par l'insécurité ou avec un nombre élevé de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays. En améliorant l'accès aux services énergétiques, l'Action contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population vulnérable et, par conséquent, à la stabilisation de la région.

Réduction des risques de catastrophes

Au cours des 30 dernières années, le Tchad a fait face à plus de 40 catastrophes liées à des aléas naturels. Les événements climatiques qui engendrent des risques pour la réalisation des résultats de l'Action sont les alluvions

(localisées seulement dans des territoires spécifiques) et les conditions climatiques erratiques (irrégularité de saisons et pluies). Néanmoins, le degré d'exposition à ces risques n'est pas considéré élevé, à niveau de probabilité et d'impact sur l'action.

Autres considérations, le cas échéant

Une amélioration de l'accès à l'électricité permettra aussi d'améliorer l'accès aux réseaux de communication et, le cas échéant, le développement d'activités dans le secteur digital.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Instabilité institutionnelle et politique et/ou détérioration de la gouvernance	moyenne	élevé	Appui de l'UE au processus de transition. Renforcement des capacités de la société civile pour le dialogue avec l'État (AAP 2025).
Environnement externe	Détérioration des conditions de sécurité ne permet pas l'accès à certaines zones du pays et la réalisation de certaines activités	moyenne	élevé	Il n'y a pas les moyens de mitiger ce risque
Environnement externe	Détérioration du contexte macroéconomique	moyenne	élevé	Dialogue politique avec l'État en vue de l'amélioration du climat des affaires (droit commercial); la continuité escomptée d'un dialogue avec le FMI (notamment pour donner un cadre à la politique budgétaire et veiller à une politique prudente d'endettement) et par une collaboration avec la BEI, afin d'identifier un pipeline d'investissements prioritaires futurs; les garanties EFSD+ pourraient aussi pallier à une détérioration du contexte
Planification, processus, systèmes	Manque de capacité institutionnelle et administrative au niveau déconcentré	élevée	moyen	Coopération étroite avec le secteur privé, interaction avec la BEI et la facilité <i>Africa Trade Insurance</i> (ATI), dont l'accès a été permis par un financement BEI Renforcement des capacités des institutions régionales et communales

Planification, processus, systèmes	Instabilité institutionnelle au niveau central	élevée	moyen	Utilisation d'une approche ascendante au début de l'Action, en mettant en œuvre des activités avec les acteurs privés et publics dans le corridor NBMS Renforcement en parallèle des capacités au niveau central.
Planification, processus, systèmes	L'insécurité foncière engendre des conflits dans les zones d'intervention, notamment pour l'installation de l'infrastructure électrique	moyenne	élevé	Identification de modalités de mise en œuvre partagées et acceptées par les institutions et les communautés soutenues par l'action. Appui à la transparence et inclusivité du processus d'attribution des concessions.
Planification, processus, systèmes	Les parties prenantes ne s'engagent pas dans les activités visant l'égalité des sexes	élevée	moyen	Consultations avec les principales parties prenantes, afin de les sensibiliser à la nécessité de l'inclusion de la dimension du genre Indicateurs d'inclusion discutés et définis ensemble avec les partenaires de mise en œuvre
Planification, processus, systèmes	Faible capacité technique et financière du secteur privé de l'énergie ne permet pas d'installer et de gérer et maintenir les installations électriques	moyenne	moyen	Sélection des entreprises participant aux activités en se basant sur des critères de leur capacité technique et financière, et suivant leurs expériences et réalisations démontrées au Tchad Renforcement des capacités techniques des entreprises par des formations professionnelles et l'appui à des filières déjà existantes
Planification, processus, systèmes	Faible capacité financière du secteur productif ne permet pas de maintenir les installations électriques	moyenne	moyen	Sélection des entreprises du secteur productif participant aux activités en se basant sur des critères de leur capacité financière. Activités de sensibilisation sur la nécessité de contribuer pour entretenir les installations et mise en place de processus de gestion transparents qui encouragent la participation de tous

Enseignements tirés :

Les principaux enseignements tirés des programmes de l'UE et des agences des États Membres en cours et passés comprennent :

- L'accès à l'énergie est essentiel au développement des activités productives et de l'économie locale et des processus de croissance économique et sociale dans les villes secondaires et leurs bassins de production.

- L'Action devra intégrer des mesures de prévention et mitigation des conflits communautaires autour de l'usage des ressources, de plus en plus menacées par le changement climatique, dans un cadre de réglementation foncière peu adapté. Les conflits d'usages des terres en général et agro-pastoraux en particulier sont considérés comme parmi les principaux risques d'instabilité et des violences dans les zones rurales du Tchad. L'action ne devra pas aggraver ces risques, en intégrant de modalités complémentaires entre les mécanismes locaux de gestion de conflits, et les approches d'application de la loi à travers les institutions.
- L'approche nature multi-acteur et multi-niveau de l'Action demande de mettre en place des mécanismes de coordination et de suivi clairs et concertés avec toutes les parties prenantes.
- La promotion de modèles de business viables à travers l'accompagnement et le renforcement des capacités des PME et des coopératives doit tenir compte de la prépondérance de l'économie informelle, des limites de gestion conséquents, du manque en financements adaptés, de respect des lois et des standards, mais aussi de la capacité du marché d'absorber leurs produits/services.
- L'action demande, néanmoins, de piloter des modèles de concertation / intégration verticale répondant aux besoins des producteurs, entrepreneurs, entrepreneuses, et autres acteurs, et montrer des démarches innovantes, pour établir une base de dialogue pour appuyer la décentralisation.
- Considérant la faiblesse institutionnelle au niveau central de l'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), et le fait qu'une nouvelle vision n'est pas encore disponible, les activités en faveur de la Formation Professionnelle adopteront une approche ascendante, avec un accent sur les actions au niveau des Centres techniques de formation professionnelle (CTFP), toujours en vue d'intégrer les modules et les formations mises en place dans les curricula nationaux en lien avec le ministère de l'éducation. Une attention sera aussi portée pour apprendre des leçons des expériences précédentes et notamment du programme d'entrepreneuriat agricole de l'AAP 2023 qui a une forte composante de formation professionnelle.
- Une approche participative et inclusive sera adoptée pour renforcer les capacités de formation professionnelle et accroître l'offre, la pertinence et la qualité surtout en ciblant les femmes, les jeunes, et les jeunes en situation de handicap.
- Dans le même temps, l'action favorisera un appui à l'élaboration d'un cadre spécifique à la formation professionnelle pour le secteur électrique, ciblant spécifiquement les collectifs vulnérables, des femmes et des jeunes, dans l'installation, maintien et réparation des systèmes PV.
- Le recours aux concessions privées est l'approche la plus indiquée pour l'électrification de villes secondaires par réseau autonome à un coût abordable car elle offre certaines garanties de gestion, maintenance et réhabilitation correctes des réseaux par le secteur privé. Un niveau élevé de subvention des investissements permet d'appliquer un prix raisonnable du kWh aux consommateurs finaux en garantissant un revenu acceptable pour le concessionnaire privé.

3.5 Logique d'intervention

SI L'ACTION :			
établit des concessions privées permettant l'investissement du secteur privé dans les réseaux autonomes d'électricité	crée les capacités techniques au niveau local et mobilise le secteur privé	cible femmes, jeunes et collectifs vulnérables	Identifie la priorisation d'investissements avec le Gouvernement du Tchad
réalise, à travers du secteur privé et des ménages, des réseaux autonomes de distribution électriques et des infrastructures de production et conservation de produits agro-alimentaires	Crée/renforce des capacités institutionnelles et sectorielles	développe l'usage productive de l'électricité	Réalise des études de faisabilité, des plans directeurs...

appuie avec du conseil technique les opérateurs privés et les ménages pour opérer et gérer les infrastructures financées	établit la gouvernance des infrastructures	Impulse la diversification et productivité ainsi générant plus de revenus	Appui le plaidoyer auprès des PTFs/IFDs
ALORS :			
Les villes au cœur des bassins de production agro-alimentaires sont électrifiées de manière durable et inclusive		Le Gouvernement Tchadien dispose des études lui permettant d'adresser des demandes spécifiques d'investissement dans des actions structurantes d'électrification durable	
La résilience des communautés en termes de sécurité alimentaire est renforcée			
Les acteurs du secteur développent leurs capacités pour développer des actions structurantes d'électrification durable et inclusive, sur le base du modèle durable et efficace d'électrification des villes secondaires développé, permettant de passer à l'échelle dans des phases suivantes			
DANS LE BUT DE :			
Électrifier (photovoltaïque) 2 ou 3 villes secondaires situées au cœur des bassins ruraux de production agroalimentaire dans le corridor NBMS,			
Favoriser les investissements par le financement d'études et renforcer les capacités des institutions compétentes et des parties prenantes, afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme.			
AYANT COMME IMPACT :			
Améliorer l'accès à l'énergie renouvelable (ER) dans le corridor NBMS, véritable hub économique du pays, ce qui permettra le développement économique et social des populations			

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

L'économie Tchadienne est très peu diversifiée et s'appuie, en termes de moyens de vie de la population, de manière lourde sur le secteur agroalimentaire. La faible productivité du secteur impacte négativement les revenus des foyers et leur sécurité alimentaire.

L'électrification des villes secondaires et le développement des activités génératrices de revenus sont les voies pour augmenter la résilience des populations en termes de sécurité alimentaire, par le biais principalement d'une augmentation des revenus des foyers.

L'action vise à utiliser l'accès à l'électricité d'origine renouvelable à usage productif, notamment dans le secteur agroalimentaire (p.ex. pour les systèmes d'irrigation, halles du marché, unités de stockage y compris dépôts réfrigérés, usines de production, etc.) comme levier pour l'augmentation de la productivité et la diversification de l'économie. L'électrification PV sera possible à travers de subventions partielles d'investissement.

Cela sera fait à travers l'électrification des villes secondaires situées dans des bassins de production agro-alimentaires à hautes potentialités, dans une optique de dynamisation économique du territoire. En plus, l'action impulsera de manière directe le développement des modèles commerciaux / business plans basées sur l'électrification PV et l'adoption de l'électricité à usage productif dans le secteur agroalimentaire et le secteur services, urbaine et périurbaine.

L'orientation préférentielle vers électrification à usages productif vise à assurer la rentabilité économique des investissements et donc leur durabilité financière.

L'action permettra l'accès dans les villes secondaires au moyen de réseaux électriques autonomes gérés à travers des concessions privées et dans les zones rurales, par l'intermédiaire de systèmes solaires autonomes et de plateformes multi fonctionnelles. Ces dernières solutions hors réseau seront, dans la mesure du possible, déployées sur le modèle « *pay as you go* » pour produire des résultats relativement rapides, servir de pré-électrification des zones qui seront raccordées à des mini- réseaux et au réseau national à l'avenir tout en garantissant la pérennité des équipements.

La conception des réseaux électriques autonomes devrait permettre sa connexion physique sans adaptation au futur réseau national. Dans le cadre de cette action, seront réalisés les études et assistances techniques nécessaires afin d'obtenir les plans d'actions et études de faisabilité permettant à l'État Tchadien de mobiliser des investissements publics (PTFs, IFDs) et privés pour la réalisation des infrastructures conduisant à l'électrification du corridor NBMS et du pays.

Les zones géographiques d'intervention sont de préférence des villes secondaires situées dans le couloir NBMS (d'une manière tentative on peut citer Kélo, Bébédja, Peni, Bessada, Bedaya, Krim Krim), qui ne sont pas reprises dans le périmètre de concession octroyé à la SNE, et leurs bassins de production.

Concernant les problèmes d'opération et gestion, au-delà du renforcement des capacités des acteurs institutionnels, l'approche choisi par l'action est un business model basé sur la réalisation et prise en charge de l'électrification de source renouvelable par le secteur privé.

Le recours à la concession privée pour les réseaux autonomes et au modèle « *pay as you go* » pour les plateformes multifonctionnelles et systèmes domestiques devrait garantir la bonne maintenance et gestion des infrastructures et des équipements. Dans tous les cas, la réalisation, gestion et opération sera toujours prise en charge par le secteur privé.

L'octroi à un ou plusieurs acteurs du secteur privé d'une licence (puissance >1MW) par l'ARSE et le ME devrait être le résultat d'une mise en concurrence lancée par ces institutions. Ceci comportera une participation active de tous les parties prenantes (secteur public, secteur privé, autorités, OSC, etc.) dans l'élaboration des stratégies locales de planification énergétique. Suite aux expériences mentionnées dans le pays (Guelendeng, Dougouia), l'approche inclusive et participative devra permettre de garantir la durabilité : la gouvernance ne sera ainsi pas dans les mains d'un seul preneur de décisions sans redevabilité. Par conséquent, en ce qui concerne la gouvernance, nous favorisons un ancrage fort, avec plusieurs parties prenantes, y inclus la mairie, les services déconcentrés de l'État, et des éventuels OSC et acteurs de la communauté.

Au niveau des processus d'élaboration des stratégies et plans d'électrification, les attribution d'autorisation d'électrification, les financements, etc.; une démarche multi-sectorielle "énergie" mené par un organe de coordination intersectoriel ayant un ancrage politique et institutionnel serait un atout pour le projet. Il renforcerait les liens nécessaires entre les différentes structures étatiques (départements ministériels), privées, collectivités territoriales, la société civile (p.e. faitière représentatives, association de consommateurs, chambres consulaires et de métiers, associations professionnelles de l'énergie, association des autorités locales etc.) avec lesquelles le programmes d'électrification durable devra travailler.

Dans cette action la DUE Tchad propose d'adresser l'électrification durable, donc économiquement profitable, des villes secondaires, dans le but de créer les conditions pour le développement de l'entrepreneuriat agro-alimentaire. Cela offre l'opportunité de la complémentarité avec l'approche Equipe Europe au Tchad, donc basé sur la résilience vient apporter la nécessaire inclusivité des populations plus vulnérables, de manière spéciale, les jeunes, femmes, migrants et personnes en situation d'handicap.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (a): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer à court et moyen terme, l'accès à l'énergie renouvelable (ER) dans des villes secondaires situées dans le corridor NBMS, afin de dynamiser les opportunités socio-économiques, en ligne avec le paquet d'investissement <i>Global Gateway</i> Afrique-Europe et dans le Pacte Vert	1 # de personnes dans le corridor NBMS disposant d'un meilleur accès à l'électricité d'origine renouvelable comme résultat de la mise en œuvre de l'action, ventilé au moins par sexe, âge et par situation de handicap quand possible 2 # d'entreprises du secteur productif du corridor NBMS disposant d'un meilleur accès à l'électricité d'origine renouvelable comme résultat de la mise en œuvre de l'action	1 - 0 2 - 0	1 à être établi 2 à être établi	1. Rapports de mise en œuvre 2. Rapports de mise en œuvre	<i>Non applicable</i>
Réalisation 1	Électrifier (avec de l'électricité d'origine renouvelable deux (2) ou trois (3) villes secondaires afin de favoriser les opportunités socio-économiques ciblant notamment les jeunes, les femmes et les collectifs les plus vulnérables, dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS)	1.1 # MW de source renouvelable installés dans la ville secondaire A et dans la ville secondaire B du corridor NBMS comme résultat de la mise en œuvre de l'action 1.2 Quantité de gaz à effet de serre (tCO2-e) évitée du fait du projet	1.1 - 0 MW 1.2 - 0 tCO2-e	1.1 à être établi 1.2 - à être établi	1. Rapports de mise en œuvre 2. Rapports de mise en œuvre	La situation de sécurité permet la mise en œuvre de l'action sur le terrain
Réalisation 2	Favoriser les investissements par le financement d'études de faisabilité pertinentes et renforcer les capacités des institutions compétentes et des parties prenantes, notamment au niveau des communes et des régions concernées, afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme.	2.1 # de MW de puissance installée/distribuée d'énergie renouvelable pour lesquelles des demandes de financement ont été déposées par des institutions compétentes	2.1 - 0 MW	2.1 - à être établi	demandes de financement déposées par des institutions compétentes	Stabilité politique et institutionnelle permettant une collaboration soutenue

Produit 1.1 lié à la réalisation 1	1.1 Au moins deux villes secondaires ont été électrifiées d'une manière durable et inclusive à travers des concessions privées pour le développement de réseaux électriques autonomes .	1.1.1 # d'accords conclus avec des concessions privées dans l'exploitation d'un réseau électrique comme résultat de la mise en œuvre de l'action 1.1.2 # de personnes ayant terminé avec succès une formation professionnelle dans le domaine de l'électricité PV comme résultat de la mise en œuvre de l'action, ventilé par sexe, âge, et situation de handicap quand possible. 1.1.3 # de OSCs participant dans les systèmes de consultation/gouvernance établis dans des villes secondaires ayant accès à l'électricité PV comme résultat de la mise en œuvre de l'action	1.1.1 – 0 1.1.2 – 0 1.1.3 - 0	1.1.1 – 2 1.1.2 – à être établi 1.1.3 - au moins 1 par village	1.1.1 Accords signés 1.1.2 certifications par des CTFPs 1.1.3 actes des réunions	Situation économique du pays permettant l'investissement privé
Produit 2.1 lié à la réalisation 2	2.1 Le Gouvernement Tchadien dispose des études lui permettant d'adresser aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et Institutions Financières de Développement (IFD) des demandes spécifiques d'investissement dans des actions structurantes d'électrification durable et inclusive	2.1.1 # d'études de faisabilité, des plans directeurs ou des autres études pour les investissements dans l'infrastructure électrique acceptées par les institutions concernées du Gouvernement du Tchad 2.1.2 # de OSCs consultées/participant dans les études réalisées comme résultat de la mise en œuvre de l'action	2.1.1 - 0 2.1.2 - 0	2.1.1 - 3 2.1.2 - au moins 1 par étude	2.1.1 - Ministère de l'énergie 2.1.2 - actes des réunions	Le Gouvernement du Tchad exprime des priorités spécifiques d'investissement
Produit 2.2 lié à la réalisation 2	2.2 Les acteurs du secteur développent leurs capacités d'identifier, planifier, financer l'investissement, réaliser et gérer des actions structurantes d'électrification durable	2.2.1 # d'instruments réglementaires, de régulation et de planification pour l'électrification verte adoptés par les institutions concernées, durable et inclusive 2.2.2 # de mécanismes de financement pour l'électrification verte adopté par une institution concernée	2.2.1 - 0 2.2.2 - 0 2.2.3 - 0 2.2.4 – 0 2.2.5 - 0	2.2.1 - 1 2.2.2 - 1 2.2.3 - 2 2.2.4 - 10 2.2.5 - 1	Ministère de l'énergie	Continuité de la politique gouvernementale de priorisation et de libéralisation du secteur de l'énergie

		<p>2.2.3 # des réunions sectoriels ou sous-sectoriels sur les ERs convoquées par le Gouvernement chaque an</p> <p>2.2.4 # de participants du secteur privé dans des réunions sectoriels ou sous-sectoriels sur les ERs célébrées chaque an</p> <p>2.2.5. # de participants des organisations de la société civile participants dans des réunions sectoriels ou sous-sectoriels sur les ERs célébrées chaque an</p>				
--	--	--	--	--	--	--

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.⁴

4.4.1 Gestion directe (marchés publics)

Un marché sera lancé dans le cadre de l'OS2 - Favoriser les investissements par le financement d'études de faisabilité pertinentes et renforcer les capacités des institutions compétentes et des parties prenantes, notamment au niveau des communes et des régions concernées, afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme.

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action, liée à la réalisation des activités de l'OS1-Électrifier avec de l'électricité d'origine renouvelable deux ou trois villes secondaires afin de favoriser les opportunités socio-économiques ciblant notamment les jeunes, les femmes et les collectifs les plus vulnérables, dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS), peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants :

- Elle dispose d'une présence avérée dans la zone géographique ciblée et d'une expérience de travail avec les acteurs locaux ;
- Elle a à son actif des expériences équivalentes, acquises dans des contextes similaires et avec des actions équivalentes.
- Elle doit démontrer d'avoir les capacités techniques et financières nécessaires pour l'implémentation de l'action ;

⁴ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la mise en œuvre des activités liées à la réalisation de l'OS 1 ne pourrait pas être réalisée en gestion indirecte, pour cause de circonstances hors du contrôle de la Commission, on pourrait effectuer un passage à la gestion directe selon les modalités suivantes :

Pour les activités 1.1.1, 1.1.2 et 1.1.3 (activités préparatoires) on procèdera via des marchés publics.

Pour les activités 1.1.4 et 1.1.5 on procèdera via des subventions :

Activité 1.1.4 :

Objet des subventions : Appui à la réalisation des infrastructures d'électrification photovoltaïque par les concessionnaires privés des réseaux autonomes d'électricité.

Type de demandeurs visés : Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, et conformément à l'article RF 195(c) au bénéfice d'organismes se trouvant dans une situation de monopole de droit ou de fait, les subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions à des attributaires des concessions de l'état pour établir des réseaux autonomes d'électricité dans la zone d'intervention de l'action (étant concessionnaires d'une licence d'exploitation octroyée par l'État, ces acteurs sont opérateurs en situation de monopole).

Activité 1.1.5 :

Objet des subventions : Renforcement des capacités de formation professionnelle pour le secteur électrique et réalisations des actions de formation professionnelle (FP) et d'appui à l'entrepreneuriat dans le domaine de l'installation, entretien et réparation des systèmes solaires PV, ciblant de manière préférentielle les femmes, jeunes et collectifs vulnérables locaux.

Type de demandeurs visés : ONGs ou autres entités opérant dans la zone d'intervention ayant une connaissance du contexte local et l'expérience dans le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Au cas où la mise en œuvre des activités liées à la réalisation de l'OS 2 ne pourrait pas être réalisée en gestion directe, pour cause de circonstances hors du contrôle de la Commission, on pourrait effectuer un passage à la gestion indirecte par des entités chargées de l'exécution en utilisant les critères suivants : expérience particulière dans : i) l'appui aux systèmes de production d'énergie ainsi que dans la réalisation des études de faisabilité pour le financement d'actions structurantes d'électrification, ii) la coordination et la mise en place des systèmes d'échanges entre les acteurs publics et privées afin d'identifier, planifier et financer l'investissement pour des actions structurantes d'électrifications durable.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
OS1. Électrifier avec de l'électricité d'origine renouvelable deux (2) ou trois (3) villes secondaires afin de favoriser les opportunités socio-économiques ciblant notamment les jeunes, les femmes et les collectifs les plus vulnérables, dans le corridor N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh (NBMS)	20 500 000
Gestion indirecte– avec une entité chargée de l'exécution, voir section 4.4.2	20 500 000
OS2. Favoriser les investissements par le financement d'études de faisabilité pertinentes et renforcer les capacités des institutions compétentes et des parties prenantes, notamment au niveau des communes et des régions concernées, afin de leur permettre d'assumer le leadership dans des actions structurantes d'électrification durable sur le plus long terme.	4 000 000
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.1	4 000 000
Évaluation – voir section 5.2	
Audit – voir section 5.3	250 000
Provision pour dépenses imprévues⁵	250 000
Totaux	25 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Les activités liées à l'OS1 de l'action pourraient être mis en œuvre à travers une ou plusieurs conventions de contribution. Dans ce cas, le/s partenaire/s choisi/s devrait/aient assurer la coordination et la qualité technique des activités respectives et s'engager à travailler en étroite collaboration avec des entités spécialisées dans les différents domaines requis pour la mise en œuvre de l'Action. Pour assurer la visibilité de l'UE pendant la mise en œuvre de l'action, l'UE coordonnera avec l'entité chargée de l'exécution le choix des activités à réaliser ainsi que sur le niveau d'implication des acteurs.

La DUE veillera à ce que la mise en œuvre à travers la modalité de gestion directe des activités liées à l'OS2 soit accordée à celle correspondant à l'OS 1, (gestion indirecte).

Pour assurer une bonne coordination entre les parties prenantes de l'Action et une bonne circulation de l'information, le dispositif de pilotage et de coordination s'appuiera sur différentes instances. Le comité de pilotage (COPIL) et le comité technique seront les structures fonctionnelles de gouvernance du programme. Ces comités seront cruciaux dans la mise en œuvre de l'Action et le suivi de la stratégie d'intervention. Les instances de gouvernance de l'action sont :

- Un comité de pilotage, composé par le Gouvernement du Tchad (représentants des Ministères), les représentants de l'UE et des organisations signataires des contrats de mise en œuvre. Le COPIL se réunira au moins deux fois tous les ans (si besoin à distance) après réception des rapports annuels.

⁵ Il convient de considérer que, pour les marchés pour lesquels aucune convention de financement n'est conclue, la provision pour les dépenses imprévues doit être couverte par des engagements individuels et juridiques pour le 31 décembre de l'année N+1.

- Un comité de suivi opérationnel composé par les représentants des ministères, du régulateur, de l'agence de développement de l'électrification rurale et de la maîtrise de l'énergie, de la SNE et des administrations provinciales et locales où se trouvent les concessions privées, partenaire d'implémentation, de leurs partenaires de mise en œuvre, et de la DUE. Le comité de suivi opérationnel validera les rapports annuels de mise en œuvre, en préparation du COPIL.
- Un mode de coordination plus souple sera mis en place au niveau provincial et départemental, avec un mécanisme de reddition de comptes vers la province, avec des points périodiques et des retours d'expérience entre les équipes en charge des activités.

L'UE assurera aussi la complémentarité de l'Action avec d'autres programmes adoptés par la Commission dans le cadre de l'instrument IVCDI - Europe dans le monde et du PIM 2021-2027 en faveur du Tchad.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

En soutien à la mise en œuvre efficace de l'Action et à l'atteinte des différents objectifs spécifiques, un dispositif de suivi-évaluation-apprentissage renforcé sera mis en place à niveau de l'Action, à travers un dispositif d'appui technique (volet coordination au point 4.4.3). Le dispositif s'appuiera sur un cadre de suivi opérationnel rigoureux de l'Action. Les responsabilités et les processus de collecte et traitement de l'information à chaque niveau de la logique d'intervention, y compris le rôle de l'appui technique, seront clairement définis au préalable avec les Agences d'implémentation choisies.

Les lignes de base et les cibles de chaque indicateur seront établies par des études de faisabilité conduites par les agences d'implémentation choisies avant la phase de mise en œuvre, ou au début de cette phase. Des études complémentaires de l'UE pourront fournir aussi des données pour la définition des lignes de base et des cibles, tandis que d'éléments utiles au suivi de l'Action.

Les entité(s) chargée(s) de l'exécution choisies pourront concevoir des cadres logiques respectifs à leurs composantes, tout en respectant la cohérence au cadre logique de l'Action. Les composantes sous la responsabilité de mise en œuvre de chaque entité(s) chargée(s) de l'exécution, et de leurs propres partenaires, devront être clairement définies, en s'alignant étroitement à la logique du cadre présenté à la section 3.6 ci-dessus.

Chaque membre de l'approche Equipe Europe est vivement encouragé à se concerter voire à s'associer aux autres de sorte que par actualisations régulières et convergentes de ces mesures, un suivi de l'ensemble soit possible.

Le dispositif d'appui technique prendra en charge la coordination du suivi de la mise en œuvre de l'Action, afin d'assurer cohérence de la logique d'intervention entre les entité(s) chargée(s) de l'exécution choisies (cohérence interne). En parallèle du suivi de la mise en œuvre de l'Action proprement dite, l'appui technique et les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement et à la pérennisation des dispositifs de suivi et d'évaluation nationaux Tchadiens, sous régionaux, voire aux dispositifs globaux.

Les indicateurs Cadre de Résultats Europe dans le Monde (CREM) sont privilégiés. Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge, handicap et historique de migration. Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale pourront être effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission ou par un partenaire chargé de la mise en œuvre.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne les conditions organisationnelles et institutionnelles pour la mise en œuvre des installations électriques ; un élément important de la même sera l'impact de l'action sur les collectifs les plus vulnérables.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'électrification des villes secondaires et leurs bassins ruraux servira de modèle pilote pour le Tchad ; un élément important de la même sera l'impact de l'action sur les collectifs les plus vulnérables.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	S/O
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution (CC).
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Contrats d'œuvre et de service
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	S/O